

HC/SAB/DM
R.O. N° 2018/

Saint Rémy de Provence, le 28 mai 2018

Hervé CHERUBINI
Maire de Saint-Rémy de Provence
Président de la Communauté de
Communes Vallée des Baux - Alpilles

A

Préfecture des Bouches-du-Rhône
Monsieur Le Préfet de Police
Direction de la sécurité, des Polices
Administratives et de la Réglementation
Bureau des Polices Administratives en matière de
sécurité Vidéoprotection
Place Félix Baret - CS 80001
13282 Marseille Cedex 06

Objet : Rapport circonstancié Vidéoprotection

Monsieur Le Préfet,

Faisant suite à l'expérimentation des caméras individuelles au sein de la Police Municipale de Saint-Rémy-de-Provence, j'ai le plaisir de vous transmettre, comme prévu, le rapport circonstancié du Chef de Poste de la Police Municipale.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Monsieur Le Préfet de Police, l'expression de mon profond dévouement.

Le Maire de Saint-Rémy de Provence
Hervé CHERUBINI





VILLE DE
SAINT-REMY-DE-PROVENCE

RAPPORT N° 201805 0005

Objet : Rapport sur l'impact du port de caméras individuelles par les agents de Police Municipale.

Destinataires :

- Monsieur le Maire
- Monsieur le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône
- Archives de la Police Municipale

RAPPORT D'INFORMATION

L'an deux mille dix-huit, le vingt-huit du mois de mai,

Nous soussigné(s), Chef de Service MEDDA Damien

Dûment agréé par Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de TARASCON et par Monsieur le Préfet du département des Bouches du Rhône et assermenté par Monsieur le Président du Tribunal d'Instance compétant, Agents de Police Judiciaire Adjoints, agréés et assermentés, en résidence à la Mairie SAINT-REMY-DE-PROVENCE En fonction à la Police Municipale de SAINT-REMY-DE-PROVENCE Agissant en tenue et de service, conformément aux ordres reçus de Monsieur le Maire de SAINT-REMY-DE-PROVENCE Vu les articles 21, 21/2°, 21-2 ; D15, 73 du Code de Procédure Pénale

Vu les articles L.511-1 à L. 515-1 du Code de la Sécurité Intérieure

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des faits suivants :

Le 22 février 2017, les agents de police municipale ont été autorisés par le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône, à titre expérimental, à porter des caméras individuelles permettant de filmer leurs interventions jusqu'au 3 juin 2018.

Cette autorisation prévoyait la rédaction du présent rapport sur l'impact du port de ces caméras avant le terme de l'expérimentation.

A ce jour, aucune procédure n'a nécessité la consultation et l'extraction des données.

Ces caméras ont malgré tout eu un impact préventif et dissuasif non négligeable sur plusieurs situations. Les agents ont ressenti, depuis leur port, un changement perceptible dans la relation avec les contrevenants. De plus, lorsque le ton venait à monter avec l'un d'eux, il a simplement suffi à l'agent d'indiquer qu'à partir de cet instant leurs échanges allaient être enregistrés pour que la situation s'apaise.

Il est donc fortement souhaitable que ce dispositif puisse être pérennisé.

Rapport fait pour être transmis à Monsieur le Maire de SAINT-REMY-DE-PROVENCE.

Fait et clos à SAINT-REMY-DE-PROVENCE
Le 28 mai 2018.

Signature du rapport N°2018 050005

Les A.P.J.A. :

